

Sarkozy au mépris de la laïcité

Nicolas Sarkozy, propose à la France une rupture inquiétante avec les idéaux laïques, puisqu'il pense que les religions, et parfois même les sectes, doivent jouer un rôle pour conforter l'ordre social.

I) Un arrière plan général de mépris de la laïcité

Nicolas Sarkozy a, à plusieurs reprises, montré sa légèreté sur la question de la laïcité.

Cela a commencé avec son investissement personnel pour intégrer dans le Conseil français du culte musulman (CFCM) la frange radicale, intégriste et financée par les pays du Golfe qu'est l'UOIF. Sarkozy « *donne les clés de l'Islam français à des fondamentalistes* », déclarait Abderrahmane Dahmane, président de la coordination des musulmans de France, défenseur d'un Islam modéré, ex colistier de Philippe Séguin (Le Parisien, 12 février 2003).

Cela a continué en novembre 2003, sur France 2, lorsqu'il annonça sa décision de nommer un « préfet musulman », comme si la religion de Monsieur Aïssa Amouche était un critère pour le nommer au grade de préfet de la République.

Dans son livre témoignage sur les religions, Sarkozy dévoile le fond de sa pensée : « *On ne peut pas éduquer les jeunes en s'appuyant exclusivement sur des valeurs temporelles, matérielles, voire même républicaines [...]. La dimension morale est plus solide, plus enracinée, lorsqu'elle procède d'une démarche spirituelle, religieuse, plutôt que lorsqu'elle cherche sa source dans le débat politique ou dans le modèle républicain. [...] La morale républicaine ne peut répondre à toutes les questions ni satisfaire toutes les aspirations.* » (Nicolas Sarkozy, *La République, les religions, l'espérance*, 2004). Plus grave, le dernier chapitre du livre marque une réelle complaisance envers les mouvements sectaires, invitant même à la reconnaissance des « *nouveaux mouvements spirituels* ». Tous les spécialistes de la scientologie bondirent en reconnaissant cette expression, fer de lance du lobbying scientologue dans les pays anglo-saxons...

II) Des entorses à la laïcité

Persuadé que la religion est l'un des ciments du lien social, relativement indifférent à l'idéal laïc, Nicolas Sarkozy va naturellement parfois franchi la ligne jaune. C'est ainsi que, lorsqu'il installe, en 2006, la commission Machelon, chargée de lui remettre un rapport sur le financement des lieux de culte par les communes, ce n'est pas un détail, tous les membres de cette commission sont religieux ou engagés dans une Église. Pas de militant laïque, pas d'athée revendiqué...

Résultat ? À la surprise générale, la commission Machelon remet en septembre 2006 un HYPERLINK « <http://www.betapolitique.fr/spip.php?article0283> » rapport favorable à ce financement...



III) Une faiblesse coupable envers la secte appelée « Église de scientologie »

Dans le cas précis de la scientologie, la faiblesse vire à la complaisance. Chacun se souvient de ce 30 août 2004, au cours duquel Nicolas Sarkozy recevait en grandes pompes, au sein même du Ministère de l'Economie et des Finances, l'acteur Tom Cruise, grand prosélyte de l'Eglise de scientologie. La presse française, et de nombreuses associations de lutte contre les sectes, s'en était émues, mais avaient finalement considéré que le ministre avait agi ainsi pour bénéficier de l'image internationale de la star d'Hollywood. Problème, un an plus tard, de retour à Paris, le célèbre prosélyte reconnaîtra avoir parlé avec le Ministre de cette secte : « *Nous avons parlé de tout, de scientologie, de cinéma, de vie familiale* » (Conférence de presse de Tom Cruise à Paris, 17 juin 2005)

En 2002, Arnaud Palisson, en charge des sectes aux RG, publie sa thèse d'Etat à la Sorbonne et obtient la plus haute mention et les félicitations du jury malgré la saisine du Tribunal administratif par l'Eglise de scientologie. Favre, l'éditeur universitaire suisse le contacte et décide de publier cette thèse... et de la diffuser en ligne sur Internet. A partir de ce moment (Nicolas Sarkozy est ministre de l'intérieur), les pressions hiérarchiques sur M. Palisson commencent, et ce dernier est finalement « déchargé » du dossier des sectes, et remplacé par un inspecteur ne connaissant rien à la scientologie...

À la même époque, sous les gouvernements Raffarin / Sarkozy, la mission gouvernementale qui s'occupe des sectes, la HYPERLINK « <http://prevensectes.com/mis1.htm> » Mils, Mission interministérielle de lutte contre les sectes, créée par Alain Vivien devient la Miviludes, HYPERLINK "<http://prevensectes.com/mivi.htm>" Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. Petit détail hautement signifiant : alors que les RG faisaient partie de la Mils... les voilà tout bonnement écartés de la Miviludes... (Charlie Hebdo, 18 novembre 2003)

**Pour Ségolène Royal,
la laïcité doit être au cœur du Pacte Républicain**

